

COORDINATION, EFFICACITÉ ET IMPACT

LES CLÉS DU FINANCEMENT EUROPÉEN DÉLÉGUÉ À L'ESPAGNE



Photo: AECID

L'Union Européenne est le plus important donateur au monde dans le domaine de la coopération au développement. Les enjeux, divers et majeurs, que présente la réalité internationale et le nouvel Agenda pour le Développement Durable, endossé par la communauté internationale et, pourtant, par l'UE et ses États Membres, rendent nécessaire une mise en oeuvre conjuguant coordination, efficacité et impact, qui soit à même de produire les résultats de développement convenus. L'une des manières d'atteindre ces résultats est de recourir à des entités qui, telle l'AECID, ont justifié auprès de la Commission Européenne de leur capacité de gestion pour mettre en oeuvre desdits fonds de développement.

L'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) assure, depuis 2010, la gestion d'initiatives de coopération au développement dont le financement provient soit d'autres États membres soit de l'Union Européenne (UE).

L'Espagne est, après l'Allemagne et la France, le troisième pays gestionnaire de fonds délégués de coopération de l'Union Européenne

La gestion par l'AECID de ces fonds délégués, qui s'élèvent à **621** millions d'euros au total, a contribué à accroître l'efficacité de la Coopération Espagnole, à améliorer la coordination et l'harmonisation entre donateurs et à réduit les coûts de transaction.

QU'EST QUE C'EST LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE?

La Coopération Déléguée est une modalité d'octroi d'aide publique au développement (APD) par laquelle une ou plusieurs agences (« donateurs silencieux ») confient à une autre (« donateur chef de file ») la réalisation de la totalité ou d'une partie des activités visées par l'aide.

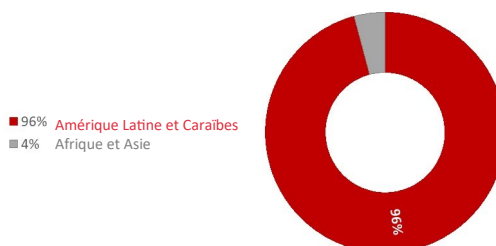
OÙ COOPÉRONS-NOUS?

S'il est vrai que, au départ, la gestion par l'AE-CID des fonds délégués se concentrait sur l'Amérique Latine – région que reste à ce jour la région ayant reçu le montant cumulé de fonds délégués le plus élevé –, la création du Fonds Fiduciaire Régional de l'UE en Réponse à la Crise Syrienne, dit « Fond Madad » en 2014, et du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique en 2015, ont permis à l'Afrique et à l'Asie de se voir accorder une attention particulière.

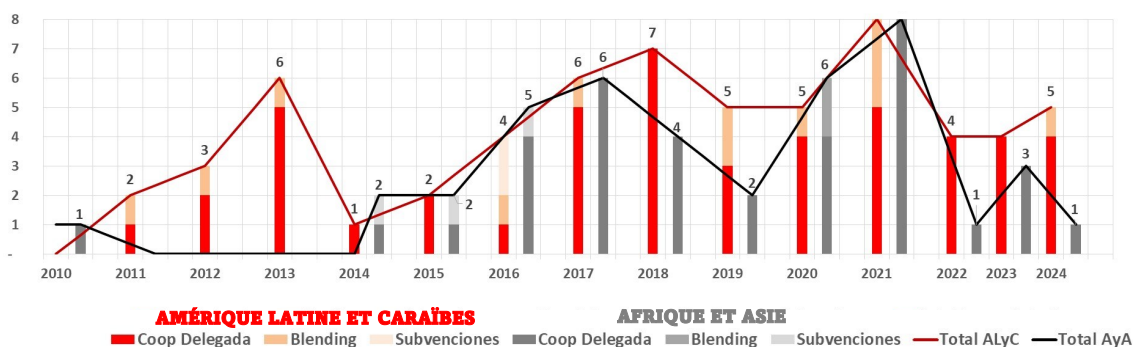
En 2024, **6 accords ont été signés** pour un montant total de **36 millions** d'euros:

- Amérique Latine: 5 accords de délégation, **34.5 millions**
- Afrique et Asie: 1 accord de délégation, **1.5 millions**

Graphique 2. Répartition géographique des fonds délégués en 2024 (en Millions d'euros).



Graphique 1. Évolution du nombre d'accords signés au fil des ans



PÉROU. VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE À L'ÉGARD DES FEMMES : RENFORCER LA PRÉVENTION

Cette opération a été lancée en 2021 avec un budget de 3 406

900 euros, cofinancé par l'UE, l'Allemagne et la Coopération espagnole, avec deux volets : la première, par la GIZ, qui vise à renforcer le Système de Justice National Spécialisé avec l'aide de la Justice ; et la seconde, par l'AECID, se concentre sur la mise en œuvre d'une politique nationale de prévention par le ministère de la Femme (Ministère de la Femme). L'étape majeure du projet a été l'approbation, par le gouvernement, de la première **Stratégie nationale de prévention de la violence de genre à l'égard des femmes**, qui comprend un ensemble de 57 services de différentes entités.



ÉGYPTE – LES GRAINES DE L'AVENIR

Ce programme favorise l'entrepreneuriat et la création d'emplois dans le domaine des

nouvelles technologies et de l'externalisation auprès de plus de 300 étudiants universitaires et diplômés du gouvernorat de Louxor (Haute-Égypte). Elle s'engage également à mettre en œuvre des solutions agricoles durables visant à réduire la vulnérabilité économique de 400 femmes et de leurs familles dans les zones rurales du gouvernorat d'Assouan.

Parallèlement et afin de lutter contre l'écart structurel entre les sexes, le projet renforce également les mécanismes nationaux visant à sensibiliser aux droits des femmes et à lutter contre la violence à l'égard des femmes en Égypte.





L'APPROCHE TEAM EUROPE

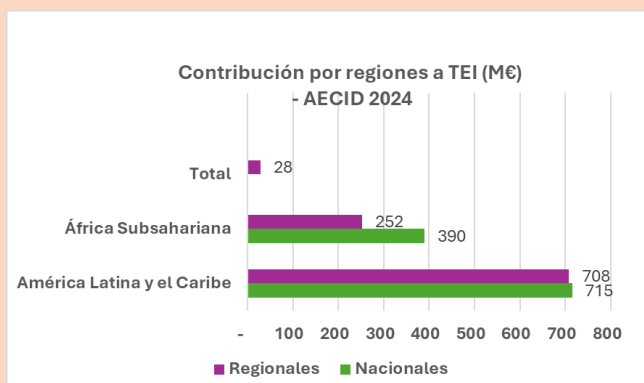
En 2024, la vision de Team Europe a été consolidée, qui cherche à définir des synergies afin d'optimiser les ressources fournies pour obtenir un impact durable dans un pays ou une région. En 2024, un total de 169 Initiatives Team Europe (TEI) ont été définies : 132 nationales, 33 régionales et 4 mondiales.

En 2024, l'AECID a mobilisé plus de 2,095 euros dans 61 TEI, répartis comme suit :

TOTAL	61 TEI (43 nationales, 16 régionales, 2 mondiales)	2.095M€
Amérique latine et Caraïbes	24 TEI (18 nat, 6 reg)	1.424M€
Afrique et Asie	35 TEI (25 nat, 10 reg)	643M€
Mondiales	2 TEI	28M€

GLOBAL GATEWAY

2024 a été l'année de la consolidation de Global Gateway, une nouvelle stratégie européenne visant à promouvoir des investissements intelligents, propres et sûrs dans des infrastructures de qualité qui connectent durablement les personnes, les biens et les services dans le monde entier. Son objectif est de contribuer à la réduction du déficit d'investissement mondial (engagement des dirigeants du G7, juin 2021), en agissant dans 5 domaines clés : le secteur numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche. À cette fin, un investissement de 300 milliards d'euros est prévu pour la période 2021-2027.



L'AECID contribue à certains des projets emblématiques de Global Gateway (connus sous le nom de flagships) par le biais de programmes d'infrastructure financés par les fonds FONPRODE, auxquels elle associe des initiatives de développement des politiques sociales et publiques, qui sont fondamentales pour la durabilité des actions.



En 2024, les projets phares de l'AECID approuvés dans la liste INTPA sont :

- Mauritanie : « Améliorer l'accès à des infrastructures et services intégrés régionalement, résilients face au climat et inclusifs dans certaines communautés frontalières de la vallée du fleuve Sénégal ».
- Bolivie : Programme de gestion intégrale de l'eau dans les zones urbaines et programme d'eau et d'assainissement pour les communautés rurales, les villes moyennes et petites
- Sénégal : programme d'irrigation PARIIS ; et le programme de développement rural PADAER II
- Paraguay : Programme d'eau et d'assainissement dans la zone métropolitaine d'Asuncion – bassin de Lambare.
- Honduras : Développement rural et productivité
- Député Dominicana : Gestion des déchets solides - La Décharge de La Duquesa. Assainissement côtier Boca Chica La Caleta
- Brésil : Projet Paulo Freire II - Développement des capacités pour surmonter la faim rurale et l'extrême pauvreté
- Équateur. Programme d'eau potable et d'assainissement pour Quito y Programme d'eau potable et d'assainissement de la municipalité de Portoviejo.



LES FONDS DÉLÉGUÉS EN CHIFFRES

La **gestion des fonds délégués** est actuellement un instrument-clé pour l'AECID. En décembre 2023, le nombre d'accords mis en oeuvre par l'Agence s'élevait à **50** et leur **valeur globale à 297.5 millions d'euros**. En outre, 54 programmes ont déjà été clôturés pour un total de 323.7 millions d'euros. La plupart de ces initiatives (100 sur 104) sont des **projets de développement signés avec l'Union Européenne**, ce qui implique pour l'Agence Espagnole de Coopération la gestion de **615.8 millions d'euros**.

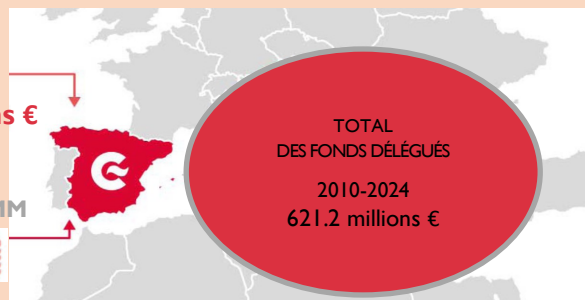
TYPES DE COOPÉRATION DÉLÉGUÉE

Les fonds délégués sont articulés par la signature d'accords entre l'Union Européenne ou l'État Membre donateur et l'AECID et sont octroyés selon l'une des modalités suivantes: coopération déléguée, « mixage » (blending) ou subventions.



FONDS UE
615.8 millions €

FONDS D'AUTRES EEMM
5.4 millions €



La **coopération déléguée**, modalité de coopération technique et financière impliquant le transfert des ressources et de la responsabilité de suivi, est la modalité la plus utilisée (84 des 104 opérations) par l'AECID et ses partenaires européens: **71% de l'ensemble des fonds délégués** gérés à ce jour, soit **441.1 millions d'euros**.

La modalité du « mixage » combine des fonds de coopération remboursables et non remboursables, le but étant d'accroître l'effet de levier des fonds octroyés grâce à une diminution des coûts financiers pour le récepteur. Cette modalité de financement, qui a fait l'objet de **14 accords**, représente **27.5% des fonds européens de coopération délégués** à l'AECID, soit un montant total de **170.7 millions**

Les **subventions** émanant d'un « donateur silencieux », autrement dit l'octroi de fonds de manière directe ou suite à un appel à propositions (*call for proposals*), constituent la modalité de gestion de fonds la moins utilisée à ce jour, avec **6 accords signés** pour un montant total de **9.4 million d'euros** délégués à l'AECID, soit **1.5% des fonds délégués** à l'agence espagnole.

LA COOPÉRATION DÉLÉGUÉE ET L'AGENDA INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'**Agenda 2030** du Développement Durable requiert des instruments efficaces capables de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui y sont inscrits. Dans ce nouvel agenda global, le rôle des pays donateurs est essentiel pour que les pays les plus vulnérables puissent atteindre les objectifs définis aux fins d'un développement durable mondial.

Aux fins de la réalisation de ces objectifs de développement, le rôle des nouveaux instruments de financement, tels les fonds délégués, s'avère fondamental en termes de coordination, d'efficacité et d'impact accru des actions.

La pertinence de cette modalité se trouve renforcée du fait de son intégration dans l'**Objectif 17, qui vise à revitaliser le Partenariat Mondial pour le Développement Durable**.

ALLIANCE DES MAIRES.

L'Union européenne a lancé le Pacte des maires pour l'Europe en 2008 comme une initiative « ascendante » qui promeut l'énergie et l'action climatique au niveau local, favorisant l'engagement des villes dans la lutte contre le changement climatique. Cette proposition a ensuite été étendue au Pacte mondial des maires (GCoM), où le Pacte des maires d'Afrique subsaharienne (CoM SSA), visant cette zone géographique, vise à renforcer la résilience des villes subsahariennes face au changement climatique et à l'urbanisation rapide. Les deux premières phases de soutien à l'initiative, financée par l'UE, se sont concentrées sur la création du réseau de villes SSA du CoM, pionnières de l'action



climatique. La phase III visait à étendre l'impact de l'initiative, exécuter

des projets et des activités, étendre et consolider le réseau de villes, ainsi que garantir la pérennité de ses actions. En 2024, 367 villes subsahariennes (soit 137 millions d'habitants) avaient rejoint l'initiative. L'AECID a soutenu différentes municipalités dans 4 pays : la Mauritanie (région de Nouakchott), le Sénégal (Dakar et Pikine), le Cap-Vert (Ribeira Grande de Santiago et Praia) et le Mozambique (Matola, Boane et Maputo). La phase IV du Pacte des Maires sera réalisée entre 2025 et 2029, en maintenant une structure similaire à celle de la phase III et en s'appuyant sur ses réalisations.